

Table des matières

INTRODUCTION	1
CHAPITRE UN : L'absence d'un statut moderne et cohérent	5
I. Les origines de la situation actuelle	5
A. Le poids de la tradition historique	6
1. L'existence d'un paradoxe	6
a) La survie du principe unitaire	6
b) Les conséquences de la dépendance relationnelle avec la Couronne.....	7
2. La transposition d'une prééminence spéciale.....	10
B. La complexité des institutions canadiennes	12
1. L'impact du fédéralisme	13
2. Le morcellement de l'Administration fédérale	16
a) Les organismes administratifs autonomes.....	17
b) Les entreprises publiques	21
II. La permanence des apparences trompeuses.....	24
A. Un problème de confusion terminologique	25
1. L'incertitude quant à l'identité véritable de la Couronne.....	25
2. La recherche d'une signification propre au droit administratif	27
B. L'occultation de réalités contemporaines	30
1. Le silence des textes	30
2. L'existence de facteurs subjectifs	31
III. Conclusion	33

CHAPITRE DEUX : La recherche d'une problématique de changement	35
I. Les conditions favorables au renforcement des droits des administrés	36
A. Les exigences contemporaines du principe de légalité	37
1. L'exclusion de pouvoirs autonomes	37
2. La recherche d'un point d'équilibre	40
a) L'idée de complémentarité	40
b) L'idée de limite raisonnable	42
B. La primauté des conceptions libérales	44
1. La prépondérance des droits individuels	44
2. La recherche de l'égalité de traitement	47
a) La notion d'égalité en droit public canadien	48
b) La portée du principe d'égalité sur le droit applicable à l'Administration	51
C. La vulnérabilité des administrés	54
1. L'hypertrophie de la fonction prestataire	55
2. La modification du statut des individus face à l'État	55
D. Les insuffisances du contrôle judiciaire	57
II. La spécificité de l'action administrative	62
A. Le problème de l'assimilation des activités administratives au régime général	63
1. L'existence de fonctions spéciales	64
a) La fonction de police administrative	64
b) Le pouvoir d'action unilatérale	67
2. La nature spéciale de la relation prestataire Administration-administrés	68
B. Les avantages de régimes spéciaux	72
1. L'intérêt d'une meilleure adaptation des règles de responsabilité délictuelle	72
2. Les incertitudes relatives à l'exécution des jugements	78
3. Le besoin de garanties non contentieuses	81
III. Conclusion	82

CHAPITRE TROIS : Conclusion générale et recommandations	85
BIBLIOGRAPHIE.....	93
TABLE DE JURISPRUDENCE.....	105
TABLE DES LOIS.....	107